

**Au-delà de l'historicisme sans sujet : les antinomies du  
« tournant discursif » en Relations Internationales**  
**Beyond Historicism without Subject: The Antinomies of the  
Discursive Turn in International Relations**  
**Mas allá del historicismo sin sujeto: Las antinomias del “giro  
discursivo” en Relaciones Internacionales**

Thierry Lapointe

Number 52, Winter 2012

Le renouvellement de la sociologie historique marxiste des relations  
internationales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017279ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017279ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lapointe, T. (2012). Au-delà de l'historicisme sans sujet : les antinomies du  
« tournant discursif » en Relations Internationales. *Cahiers de recherche  
sociologique*, (52), 105–135. <https://doi.org/10.7202/1017279ar>

Article abstract

This article seeks to account for the theoretical contributions of poststructuralism to the issues of social and historical change in international relations. The author argues that despite poststructuralism's contributions both to the ongoing metatheoretical debates in the field about the reifying and naturalizing tendencies of positivism in the study of International Relations and to the understanding of language and discourses in the formation of evolving relations of power, poststructuralism did not managed to escape the pitfalls and lacunas of reification, functionalism and structuralism.

# Au-delà de l'historicisme sans sujet: les antinomies du « tournant discursif » en Relations Internationales

THIERRY LAPOINTE

## Introduction

La théorisation des Relations Internationales (RI), discipline principalement américaine, s'est formée autour de la volonté de ses praticiens les plus influents de concevoir des outils pour conseiller le prince sur la meilleure façon de faire face aux dangers provenant de l'extérieur, ou encore de rationaliser ses décisions en termes scientifiques. Malgré les controverses entourant la façon adéquate de théoriser les phénomènes internationaux au sein du *mainstream* universitaire, on y trouve toujours un consensus sur la « bonne façon » de concevoir une recherche scientifique. En l'occurrence, les chercheurs du *mainstream* ont activement surveillé les frontières de leur discipline en refusant l'entrée aux dissidents pouvant contester le *statu quo* établi.

À la fin des années 1980, une « horde de chercheurs étrangers », inspirés du « tournant discursif » des philosophes continentaux, a assailli les frontières de la discipline des RI. Depuis les années 1950, la recherche américaine *mainstream* en RI a en effet été active dans l'exercice d'une discipline à l'encontre de toute forme de déviation du standard accepté de science positive « objective » ; elle a également visé à réduire au silence toute tentative d'in-

tégrer les problématiques du changement social dans la discipline. L'objectif principal de ces voix dissidentes était d'encourager une réflexion métathéorique sur le statut incontesté de l'épistémologie positiviste à l'intérieur de la discipline, en attirant l'attention sur la relation intime entre le pouvoir et le savoir. C'est de cette façon que les travaux poststructuralistes<sup>1</sup> ont cherché à ouvrir un espace concurrent au sein de la discipline permettant d'engager un débat quant au statut des éléments belliqueux soi-disant permanents du système international, lui-même caractérisé par un état d'anarchie dans un monde peuplé d'États souverains complètement formés faisant face à des dilemmes de sécurité « objectifs ». En ce sens, le poststructuralisme chercha à jeter un nouvel éclairage théorique sur le problème, occulté dans la discipline, du changement sociohistorique, en mettant un accent particulier sur le problème de la nature socialement (discursivement) construite du pouvoir et du savoir.

Ce texte vise à rendre compte de façon critique des contributions théoriques au problème du changement social et historique mises de l'avant par ces chercheurs. Je soutiens que malgré ses contributions à la formation d'une réflexion métathéorique dans le champ à propos des fonctions réifiantes et naturalisantes de l'épistémologie positiviste en sociologie des RI, ainsi qu'à la mise en lumière du rôle du langage et du discours dans la formation des relations de pouvoir en évolution, le projet poststructuraliste n'a pas réussi à échapper aux pièges de la réification, du fonctionnalisme et du structuralisme.

Le texte se divise en trois parties. Dans la première, j'analyse la réflexion épistémologique poststructuraliste sur la relation entre pouvoir, savoir et discours. Je maintiens que malgré sa critique valide de la science positiviste et du silence de cette dernière quant au problème du changement historique, le remède poststructuraliste demeure lui-même prisonnier d'une forme de *stasis*. Je maintiens que son rejet des métarécits et de l'épistémologie historique condamne le poststructuralisme à des représentations épisodiques d'ordres sociaux changeants dont le seul point de mire vise la relation contingente entre pouvoir et savoir à l'intérieur d'une économie linguistique de discours donnée. Je soutiens que si le poststructuralisme attire l'attention sur le pro-

.....  
1. Dans ce qui suit, j'utilise les termes « poststructuralisme » et « postmodernisme » de façon interchangeable puisque les chercheurs évoluant au sein de ces traditions n'ont pas établi de distinction claire entre ces deux termes. Le poststructuralisme et le postmodernisme partagent la même position épistémologique anti-fondationaliste. Alors qu'ils s'entendent sur la signification fondamentale des discours et du sens dans la construction de la « réalité », le poststructuralisme tend à interroger les relations entre les systèmes de sens et leur institutionnalisation dans des pratiques sociales concrètes tandis que le postmodernisme s'est généralement concentré seulement sur la construction textuelle et discursive de la « réalité ».

blème du changement sociohistorique en visant des moments de rupture dans le temps, il évite explicitement l'explication des *causes* du changement.

Dans la deuxième partie, je soutiens que cette posture nihiliste envers les causes du changement ne repose pas seulement sur une position épistémologique spécifique qui nie les métarécits historiques, mais également sur une ontologie spécifique qui évacue le rôle central de sujets actifs résolus faisant l'histoire. Je maintiens que « la mort du sujet » dans la théorie sociale poststructuraliste des RI mène non seulement à un appauvrissement de la conceptualisation des relations de pouvoir, mais représente de plus un retrait du projet de construire des façons alternatives de penser de possibles ordres sociaux alternatifs.

Finalement, dans la troisième partie, j'attire l'attention sur les antinomies entre le rejet poststructuraliste des métarécits historiques et l'inéluctable nécessité de mobiliser des conventions historiographiques afin de périodiser le temps historique. Alors que les réflexions poststructuralistes sur la relation historique en évolution entre pouvoir et savoir présentent effectivement des interprétations alternatives des périodes historiques, je soutiens que sa posture explicitement nihiliste envers les explications des transformations entre les époques historiques pourrait reproduire une histoire « par le haut » dans laquelle les vestiges textuels d'une époque, qui sont généralement des conceptions du monde laissées par des groupes sociaux puissants, sont mobilisés en tant que preuves de structures discursives de pouvoir en action.

## **Théoriser le pouvoir et le pouvoir de théoriser**

Les recherches poststructuralistes présentent leurs interventions dans le champ des RI comme une politique de dissidence envers les formes et les représentations du pouvoir qui puisent leur légitimité de l'héritage du « projet moderne » des Lumières<sup>2</sup>. Elles maintiennent que la recherche universitaire en RI a généralement tendu vers une adhésion non critique à la représentation, héritée des Lumières, du sujet souverain tout-puissant doté de la capacité de forger son environnement selon sa propre volonté par le pouvoir de la raison et du savoir scientifique. Elles soutiennent que le projet d'une science positive se base sur la prémisse problématique de la présence du sujet souverain en tant que point d'Archimède à partir duquel on peut découvrir la vérité et le sens<sup>3</sup>. Le poststructuralisme soutient qu'il s'agit là d'une

2. J. George et D. Campbell, « Patterns of Dissent and the Celebration of Difference: Critical Social Theory and International Relations », *International Studies Quarterly*, vol. 34, 1990 p. 269-293 ; J. George, *Discourses of Global Politics*, Boulder, Lynne Rienner, 1994.

3. R. Ashley, « Untying the Sovereign State: A Double Reading of the Anarchy Problematique », *Millennium*, 1988, p. 227-262.

prémisse insoutenable dans la mesure où elle représente un monde d'objets reliés intérieurement selon des lois universelles, existant indépendamment des interprétations et des sens subjectifs, et attendant seulement que le regard du sujet souverain connaisse le découvrir. Si une telle proposition semble douteuse dans les sciences naturelles, dans la mesure où les objets et les hypothèses de recherche sont rarement détachés d'impératifs sociaux et institutionnels, elle est intenable en tant que fer de lance des sciences sociales en général, étant donné le caractère politique de toute opération de théorisation qui concerne des phénomènes sociaux<sup>4</sup>.

Néanmoins, tel que soutenu dans l'introduction, la recherche *mainstream* en RI s'est développée à partir d'une telle prémisse et elle a cherché à discipliner toute déviation de ses propres standards de « rigueur scientifique<sup>5</sup> ». La dissidence poststructuraliste envers la prétention du *mainstream* à produire des recherches objectives s'est exprimée à travers trois critiques. Premièrement, en tandem avec d'autres approches critiques, le poststructuralisme s'oppose aux fondements anhistoriques et essentialistes de la recherche positiviste en RI. La prétention de pouvoir découvrir des régularités ayant l'apparence de lois et la tentative de produire du savoir utilisable pour prévoir des résultats sociaux reposent, comme l'ont exprimé largement les recherches critiques, sur une représentation statique du monde social qui rejette la possibilité du changement. Cela étant dit, les poststructuralistes soutiennent que l'absence du changement historique dans la recherche *mainstream* en RI n'est pas un problème que l'on peut résoudre en substituant une épistémologie historiciste à une épistémologie positiviste. Bien que les poststructuralistes mettent l'accent sur la discontinuité et le changement et critiquent de façon véhémement les formes de réifications positivistes, les poststructuralistes considèrent comme illusoire toute prétention de développer des explications causales historiques des processus de changement ou de procéder autrement à travers une herméneutique de la compréhension<sup>6</sup>. Ils rejettent toute forme de théorie sociale « totalisante » – lire ici toute variante des approches matérialistes<sup>7</sup>. Au cœur de leur position se trouve un rejet

4. B. G. Jones (dir.), *Decolonizing International Relations*, Plymouth, Rowman & Littlefield Publishers, 2006; D. Bigo, « Grands débats dans un petit monde. Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité », *Cultures & Conflits*, 1995, p. 19-20.

5. J. George, « Of Incarceration and Closure: Neo-Realism and the New/Old World Order », *Millennium*, vol. 22, n° 2, 1993, p. 197-234; J. George, *Discourses of Global Politics*, op. cit.; J. A. Vasquez, *The Power of Power Politics: From Classical Realism to Neotraditionalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998; S. Peterson, « Feminist Theories Within, Invisible to, and Beyond IR », *Brown Journal of World Affairs*, vol. 10, n° 2, 2004, p. 35-46.

6. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1995, p. 50-51.

7. E. Kurzweil, « Michel Foucault: Ending the Era of Man », *Theory and Society*, vol. 4, n° 3, 1977, p. 395; K. Malik, « The Mirror of Race: Postmodernism and the Celebration of Difference », E. M. Wood et J. Bellamy Foster (dir.), *In Defense of History: Marxism and the Postmodern Agenda*, New York, Monthly Review Press, 1997, p. 177; D. Campbell, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1988, p. 3-4.

systématique de toute prétention à expliquer – sur la base d'une « historiographie du récit » – les complexités des relations sociales de pouvoir à partir d'une investigation des structures sociales prises *dans leur totalité sociale*<sup>8</sup>. Par conséquent, les poststructuralistes condamnent la : « [...] *logique explicative* dans laquelle le but de l'analyse est d'identifier ces choses évidentes et les causes matérielles afin que les acteurs puissent s'accommoder à la sphère de nécessité qu'elles engendrent<sup>9</sup> ». En effet, ils soutiennent que de tels efforts requièrent un point de vue suprahistorique concrètement inatteignable<sup>10</sup>. En somme, si les poststructuralistes mettent l'accent sur la discontinuité et le changement, c'est pour célébrer la nature instable, changeante et sans direction du monde social<sup>11</sup>.

Deuxièmement, les poststructuralistes ne rejettent pas les récits supra-historiques seulement parce qu'ils sont toujours des *interprétations* du passé dans les termes du présent, mais, de façon plus importante, parce que la relation sujet/objet n'est jamais directe ou non problématique<sup>12</sup>. En effet, ils soutiennent que même les approches critiques en RI n'échappent pas à la version moderniste du sujet souverain omniscient à la recherche d'une explication du changement socio-historique<sup>13</sup>. Dans la mesure où le langage n'est pas qu'un simple miroir de la « réalité », puisqu'il constitue l'expérience de cette réalité ainsi que les perceptions du sujet, les poststructuralistes concluent que les « preuves » du passé ne parlent pas d'elles-mêmes au-delà des formations discursives historiquement contingentes<sup>14</sup>. Le discursif et le « non-discursif » ne constituent pas des sphères pouvant se saisir indépendamment l'une de l'autre<sup>15</sup>. Citant Laclau et Mouffe, Campbell soutient que « ce qui est nié, ce n'est pas que [...] les objets existent à l'extérieur de la pensée, mais plutôt la proposition différente voulant qu'ils puissent s'auto-constituer en tant qu'objets à l'extérieur de toute condition discursive d'émergence<sup>16</sup> ». En effet, on soutient ici que le langage et des discours qui sont constitutifs d'identités, de subjectivités et de sens médiatisent les relations entre les sujets et le monde des objets. Ce sont donc les antinomies de ce qui s'exprime dans les termes de « logique de l'immédiat » – la représentation non médiatisée de

8. J. George, *Discourses of Global Politics*, op. cit., p. 192; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit.; D. Campbell, *Writing Security...*, op. cit., p. 4-5.

9. *Ibid.*, p. 4.

10. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit.

11. K. Windschuttle, *The Killing of History: How Literary Critics and Social Theorists Are Murdering Our Past*, San Francisco, Encounter Books, 2000, p. 136-137.

12. E. MacDonald, « Derrida and the Politics of Interpretation », dans R. Milliband et L. Panitch (dir.), *Socialist Register 1990: The Retreat of the Intellectuals*, New York, Merlin Press, 1990, p. 235.

13. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 50-52; J. Bartelson, *The Critique of the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 162.

14. B. Southgate, *Postmodernism in History: Fear or Freedom?*, New York, Routledge, 2003, p. 75.

15. D. Campbell, *Writing Security*, op. cit., p. 6.

16. *Ibid.*

la relation sujet/objet – que les poststructuralistes tentent de révéler<sup>17</sup>. On présente l'accès non médiatisé au monde des objets comme une impossibilité logique dans la mesure où il n'y a pas de «sujet connaissant auto-constitué» qui échappe au pouvoir constituant des discours. De là, les discours excluent la possibilité d'un accès impartial – c'est-à-dire non médiatisé par des subjectivités et des identités historiquement contingentes – à la sphère des objets dans la constitution des identités et des subjectivités des sujets.

Selon les poststructuralistes, les conditions mêmes de l'existence du savoir illustrent en outre l'opacité de la relation sujet/objet. Dans la mesure où le savoir se développe invariablement à partir d'une économie de discours et de pratiques discursives historiquement contingentes, on ne peut le représenter comme la description simple d'une réalité objective en attente d'être découverte<sup>18</sup>. Une économie de discours historiquement spécifique conditionne la production du savoir<sup>19</sup>. Elle représente un système pour la formation d'affirmations valides, et, de façon encore plus significative, elle délimite ce qui peut ou ne peut pas se savoir<sup>20</sup>. Par-là, elle forme les perceptions, les sens, les subjectivités, et par le fait même circonscrit les limites des actions et de la pensée<sup>21</sup>. Comme l'avance Bartelson : «[...] le discours est autonome et détient la primauté [...] dans sa capacité d'organiser le savoir de façon systématique, si bien que certaines choses deviennent intelligibles, et d'autres pas<sup>22</sup>». Jim George spécifie ce point lorsqu'il maintient que :

Le *discours* n'est pas synonyme du *langage* en tant que tel. Il réfère plutôt à une matrice plus large de pratiques sociales qui donnent un sens à la façon dont les gens se comprennent eux-mêmes ainsi que leur comportement. Un discours, en ce sens, génère les catégories de sens par lesquelles on peut comprendre et expliquer la réalité. Plus précisément, un discours rend «réel» ce qu'*il* prescrit comme significatif<sup>23</sup>.

Troisièmement, dans la mesure où on comprend les discours comme des systèmes historiquement contingents pour la formation d'affirmations valides qui constituent les limites du connaissable, on doit les appréhender en outre comme des systèmes qui produisent la vérité, fixent le sens, constituent le sujet et l'objet, et donc fonctionnent comme des mécanismes de pouvoir. La conclusion est la suivante : il faut révéler les effets de pouvoir de

17. J. George, *Discourses of Global Politics*, op. cit.

18. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 70.

19. M. Bevir, «Foucault and Critique: Deploying Agency against Autonomy», *Political Theory*, vol. 27, n° 1, 1999, p. 66.

20. *Ibid.*; S. B. Rosenthal, «Pragmatism and the Reconstruction of Metaphysics: Toward a New Understanding of Foundations», dans T. Rockmore et B. J. Singer (dir.), *Antifoundationalism Old and New*, Philadelphie, Temple University Press, 1992, p. 165-188.

21. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 71; J. Bartelson, *The Critique of the State*, op. cit., p. 155-156; N. J. Fox, «Foucault, Foucauldians and Sociology», *British Journal of Sociology*, vol. 49, n° 3, 1998, p. 417.

22. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 71.

23. J. George, *Discourses of Global Politics*, op. cit., p. 30.

la représentation hégémonique positiviste de la science en tant que quête rationnelle et cumulative d'un savoir objectif. Les poststructuralistes visent à la déstabiliser en dévoilant le mode d'opération. Elle fonctionne à partir d'une économie de discours qui circonscrit les limites du savoir, discipline les pratiques de savoir, forme les sens et les perceptions, et ainsi délimite le champ d'action politique<sup>24</sup>. Le champ des RI s'appréhende dès lors comme un champ de pouvoir au sens où il opère et se déploie sur la base d'un « discours de vérité ». Partant, il repose autant sur des relations de pouvoir, qu'il en produit et supporte les opérations. Suivant Foucault, les poststructuralistes soutiennent alors que les discours de vérité sont toujours constitutifs d'une économie de pouvoir<sup>25</sup>. Comme le font remarquer Jim George et David Campbell :

[...] le poststructuralisme considère la nature toujours présente des relations de pouvoir, et conséquemment leur rôle tout aussi permissif qu'oppressif envers les pratiques, comme la source de l'action politique pratique. En ce sens, il prend davantage au sérieux que ses contreparties dissidentes la proposition que le savoir *est* le pouvoir. Il ne cherche pas de distinction entre la « vérité » et le pouvoir, puisqu'il ne s'attend pas à en trouver<sup>26</sup>.

Jim George ajoute que « [...] le processus de représentation discursive n'est jamais neutre ou détaché, mais toujours imprégné du pouvoir et de l'autorité de ceux qui nomment et font la réalité – c'est toujours du savoir *en tant que* pouvoir<sup>27</sup> ».

Puisqu'ils soutiennent qu'il ne saurait y avoir d'accès non médiatisé aux objets étant donné que le savoir dépend de discours historiquement contingents qui délimitent ce qui peut et ne peut pas se savoir ; qu'ils positionnent le savoir en tant que pouvoir dans sa capacité de nommer, catégoriser et discipliner des sujets selon des sens fixés et des champs d'action délimités ; et qu'ils considèrent le pouvoir comme productif du savoir puisqu'il ne peut opérer que sur la base d'un discours de vérité, la position épistémologique des poststructuralistes ordonne à l'avance leur méthodologie tout comme leurs objectifs heuristiques<sup>28</sup>. En effet, le poststructuralisme rejette toute prétention d'arriver à des explications historiquement sophistiquées du change-

24. E. MacDonald, « Derrida and the Politics of Interpretation », *op. cit.*, p. 229 ; R. Devetak, « Postmodernism », dans S. Burchill et A. Linklater (dir.), *Theories of International Relations*, New York, St-Martin Press, 1996, p. 179-209.

25. M. Foucault, « The Subject and Power », *Critical Inquiry*, vol. 8, n° 4, 1982, p. 779 ; J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 31, 191 ; D. Campbell, *Writing Security*, *op. cit.*, p. 7.

26. J. George et D. Campbell, « Patterns of Dissent and ... », *op. cit.*, p. 281.

27. J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 30.

28. M. Foucault, « The Subject and Power », *op. cit.*, p. 779 ; J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 30-31, 191 ; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, *op. cit.*, p. 83-84 ; M. Foucault, *Il faut défendre la société : Cours au Collège de France 1976*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997, p. 22 ; D. Campbell, *Writing Security*, *op. cit.*, p. 7 ; N. J. Fox, « Foucault, Foucauldians and sociology », *op. cit.*, p. 417 ; P. Zagorin, « History, the Referent, and Narrative: Reflections on Postmodernism Now », *History and Theory*, vol. 38, n° 1, 1999, p. 7.



ment social qui pourraient transcender le biais anhistorique des RI positivistes puisqu'il n'y en a supposément pas. Par conséquent, les poststructuralistes font face à la tâche d'une déconstruction et d'une analyse généalogique sans fin<sup>29</sup>.

La déconstruction utilise comme source d'analyse primaire des *textes* en tant qu'expressions d'un mode d'opération de discours historiquement contingent. L'un de ses objectifs centraux est de révéler la face cachée de *textes*. Plus spécifiquement, elle cherche à souligner leur mode d'opération qui fonctionne invariablement sur la base de dichotomies dans lesquelles l'un des deux côtés se voit attribuer une valeur supérieure et positive<sup>30</sup>. De là, elle cherche à révéler les tensions existantes dans un texte entre ce qui s'y présente comme les dimensions positives et donc valorisées d'une «réalité», et ses aspects négatifs et marginalisés sans lesquels le côté supérieur de la dichotomie ne pourrait exister. Elle vise de cette manière à montrer les textes pour ce qu'ils sont : non pas une image correspondant à la réalité, mais simplement une lecture du monde spécifique et partielle<sup>31</sup>. Comme le maintient George :

Le but [...] [n'est] pas de rejeter les lectures dominantes, mais d'illustrer qu'elles sont, en effet, des *lectures* – qu'elles peuvent se lire de manières différentes et que leur statut ne dérive pas d'une correspondance quelconque avec un sens essentiel (réel), mais plutôt d'une stratégie discursive intrinsèquement reliée à la forme dominante de savoir et de pouvoir (sociohistorique)<sup>32</sup>.

C'est en ce sens que les déconstructionnistes dépeignent leur entreprise non seulement comme une activité heuristique détachée, un acte détaché de savoir, mais plutôt comme un acte actif d'«engagement politique», dans la mesure où ils cherchent à exposer les relations de pouvoir qui jouent dans le processus même du savoir afin de déstabiliser leur modes d'opération. Cela étant dit, on peut caractériser l'acte de déconstruction de «politique» seulement dans un sens restreint. C'est un «engagement politique» qui ne cherche ni à expliquer les origines, processus de formation et transformations potentielles des mécanismes de pouvoir/savoir, ni à canaliser les actes de résistance vers des projets transformatifs spécifiques. Comme je l'ai souligné ci-dessus, les poststructuralistes nient cette possibilité pour des raisons épistémologiques tout comme éthiques.

29. J. Bartelson, «Second Natures: Is the State Identical with Itself?», *European Journal of International Relations*, vol. 4, n° 3, 1998, p. 313.

30. E. MacDonald, «Derrida and the Politics of Interpretation», *op. cit.*, p. 231; J. Der Derian, «Fathers (and Sons), Mother Courage (and Her Children), and the Dog, the Cave, and the Beef», J. N. Rosenau (dir.), *Global Voices: Dialogues in International Relations*, Westview Press, Westview Press, 1993, p. 83-96.

31. J. Der Derian, «Fathers (and Sons)», *op. cit.*, p. 86-87.

32. J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 192.

D'un côté, puisque le pouvoir est à la fois omniprésent et anonyme, et qu'il s'amalgame de façon intrinsèque avec le savoir, il ne peut y avoir ni de position à l'extérieur d'un régime de vérité donné, à partir de laquelle on puisse appréhender le fonctionnement interne d'une totalité sociale donnée, ni d'appréhension possible d'une telle totalité, puisqu'il n'en existe tout simplement pas. De l'autre côté, canaliser des actes de résistance dans une direction précise ou vers la réalisation d'un but politique donné serait un geste en lui-même « totalitaire » de négation des différences. La résistance orientée et canalisée ne fait pas que nier les différences, mais constitue un objectif condamné à l'échec. Comme nous le verrons dans la section suivante, l'ontologie poststructuraliste du pouvoir nie la possibilité même que des sujets puissent renverser des mécanismes de pouvoir et transcender le pouvoir/savoir. C'est en ce sens que je soutiens que cela constitue moins une « politique de la dissidence » qu'une « politique du désespoir ». Dans la mesure où les poststructuralistes contemplant avec fatalisme l'ubiquité et le caractère anonyme du pouvoir, la résistance prend une forme purement réactive. De cet angle, la déconstruction apparaît comme une tâche digne de Sisyphe, dont le seul but est de déstabiliser la fonction homogénéisante et disciplinaire des discours hégémoniques en révélant la nature contestée des sens réifiés et des identités essentialisées. C'est ainsi qu'elle se présente comme une politique qui célèbre les différences<sup>33</sup>.

On peut voir la déconstruction comme une réaction limitée puisqu'elle demeure enfermée dans les confinements des représentations textuelles d'un pouvoir/savoir hégémonique<sup>34</sup>. En effet, la primauté conférée aux textes par les déconstructionnistes réduit le fonctionnement de ce qu'on entend par mécanismes de pouvoir historiquement contingents à des expressions textuelles de représentations discursives dominantes du monde. Comme je l'ai fait remarquer plus haut, en postulant l'impossibilité d'expliquer les conditions matérielles d'émergence de telles formes de représentations, et plus spécifiquement la matérialité des productions textuelles en tant que telles – leurs conditions sociales et institutionnelles d'existence – la méthode déconstructionniste des poststructuralistes formule, au mieux, une critique limitée des relations de pouvoir passées et présentes. En effet, je soutiendrais que le rejet des représentations réifiées du pouvoir doit commencer par rendre compte du caractère *relationnel, historiquement situé et transitoire* du pouvoir social. On ne peut saisir intégralement les relations de pouvoir

33. J. George et D. Campbell, « Patterns of Dissent and the Celebration... », *op. cit.*

34. B. D. Palmer, « Old positions/New Necessities: History, Class, and Marxist Metanarrative », dans E. M. Wood et J. B. Foster (dir.), *In Defense of History: Marxism and the Postmodern Agenda*, New York, Monthly Review Press, 1997, p. 65-73; D. McNally, « Language, History, and Class Struggle », dans E. M. Wood et J. B. Foster (dir.), *op. cit.*, p. 26-41.

sans une compréhension des manières variables selon lesquelles elles s'expriment dans des contextes historiques concrets, qui, sans doute, doivent rendre compte des manières variables selon lesquelles le savoir et les discours forment les perceptions et la subjectivité, circonscrivant donc les limites du possible d'actions politiques contre-hégémoniques.

Sur le plan méthodologique, toutefois, cette tâche heuristique centrale *ne peut* s'achever sur la base de la déconstruction. En effet, cette méthode d'analyse n'offre qu'une prise très limitée sur les relations de pouvoir en situation historique, puisqu'elle vise simplement à souligner des structures d'énonciation données comme moyen de mettre en relief les effets de pouvoir engendrés par des processus inéluctables de dénomination et de catégorisation. S'enfermant à *l'intérieur* de la « sphère discursive », elle est incapable de relier les systèmes de représentations à la matérialité historiquement spécifique des relations de pouvoir. De plus, la soi-disant autonomie des textes et des discours par rapport au « non discursif » empêche l'adoption d'une position réflexive dans la sélection des preuves textuelles *per se*. En effet, si la déconstruction de textes permet en principe une compréhension de la relation structurale (hiérarchique) entre des signes et des concepts à un moment historique donné, elle ne peut procéder que sur la base de « sédiments textuels » de mécanismes de pouvoir passés et présents. Ce serait un truisme que de souligner que dans toute société de classes, la matérialité de tels « systèmes de présentation », qui prennent une forme textuelle, a été créée et diffusée par une caste lettrée faisant partie des, ou ayant été associée de près aux, classes dominantes. La déconstruction est donc condamnée à rester prisonnière d'une « histoire par le haut », puisque les systèmes de représentation et les pratiques discursives des subordonnés ne peuvent s'analyser sur la base de la déconstruction textuelle de pratiques hégémoniques et de régimes de vérité, étant donné leur statut marginal et subordonné<sup>35</sup>. Elle est donc condamnée à offrir des images statiques des dynamiques de pouvoir en jeu en évitant de problématiser la matérialité historique spécifique de systèmes de représentations concurrents. Comme l'ont fait remarquer avec raison Ellen et Neal Wood : « Pour comprendre les réponses des théoriciens politiques, nous devons savoir à quelles questions ils ou elles essaient de

.....  
35. Sur les difficultés rencontrées dans l'analyse et l'interprétation des expériences sociales, actions et croyances des classes populaires des sociétés de l'Ancien à la Régime à la suite de la rareté des sources, ainsi qu'en rapport au fait que l'information sur ces classes est filtrée au travers de multiples formes de relations d'autorité et de relations de pouvoir impliquées par les procédures judiciaires et bureaucratiques, voir D. Sabeau, *Power in the Blood: Popular Culture and Villae Discourse in Early Modern Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

répondre, et *différents cadres historiques posent des séries de questions différentes*<sup>36</sup> ». Comme l'ajoute Neal Wood :

[...] les préoccupations avec la structure [discursive] en abstraction du contexte historique peut nous amener à perdre de vue la dimension politique de la théorie politique, et un *intérêt pour la dimension politique veut dire revenir de l'abstraction vers l'historicité concrète*<sup>37</sup>.

Étant donné le postulat poststructuraliste niant l'existence d'un point de vue suprahistorique permettant une explication des relations complexes entre des contextes matériels historiquement spécifiques et la série de questions politiques qu'ils génèrent dans la forme de preuves textuelles, ce problème crucial est au-delà de leur portée théorique<sup>38</sup>.

Là où la déconstruction demeure enfermée dans l'immédiateté de discours hégémoniques et prend pour objet d'analyse primaire le « discursif » sous la forme de textes, la généalogie s'est développée en tant que point d'appui pour aller au-delà du discursif – le fonctionnement interne, le « système de contrainte », des systèmes de représentation – appréhendé plus ou moins indépendamment du « non discursif<sup>39</sup> ». Comme le remarque McNally :

L'accentuation du pouvoir chez Foucault [illustrée dans son tournant généalogique] était une tentative de contrer la vacuité politique de théories qui réduisaient les relations sociales à leur forme linguistique. [...] Il accusa la déconstruction de tout localiser dans des textes « de manière à ne pas remettre les pratiques discursives dans le champ de transformation à l'intérieur duquel elles s'effectuent<sup>40</sup> ».

La généalogie vise alors à décrire les relations de pouvoir qui rendent possible la positivité de systèmes de représentations. Elle cherche plus particulièrement à problématiser les façons dont des constellations de relations de pouvoir qui émergent *aléatoirement* à partir de séries d'institutions régionalement dispersées dans la constitution de nouvelles pratiques de savoir – en venant éventuellement à former des dispositifs de pouvoir – rendent possibles des économies de discours historiquement contingentes<sup>41</sup>. Comme le fait remarquer Shiner : « La généalogie est l'analyse du déplacement d'une

36. E. M. Wood et N. Wood, *A Trumpet of Sedition. Political Theory and the Rise of Capitalism, 1509-1688*, New York, New York University Press, 1997, p. 20.

37. N. Wood, « Social History of Political Theory », *Political Theory*, vol. 6, n° 3, 1978, p. 345-367.

38. D. Kennedy, « Michel Foucault : The Archeology and Sociology of Knowledge », *Theory and Society*, vol. 8, n° 2, 1971, p. 272 ; B. D. Palmer, « Old positions/New Necessities... », *op. cit.*, p. 67.

39. B. Smart, « Foucault, Sociology, and the Problem of Human Agency », *Theory and Society*, vol. 11, n° 2, 1982, p. 128 ; B. D. Palmer, *Descent into Discourse: The Reification of Language and the Writing of Social History*, Philadelphia, Temple University Press, 1990, p. 26-27 ; L. Y. Landry, *Marx and the Postmodernism Debates: An Agenda for Critical Theory*, Praeger Publishers, 2000, p. 69.

40. D. McNally, « Language, History, and Class Struggle », *op. cit.*, p. 47.

41. M. Foucault, *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris, Gallimard, 1975 ; M. Foucault, *Histoire de la sexualité*. Paris, Gallimard, 1976 ; N. Brenner, « Foucault's New Functionalism », *op. cit.*

constellation de relations de savoir-pouvoir par une autre ; elle est attentive aux ruptures qui jalonnent l'histoire<sup>42</sup>. »

C'est en ce sens limité que les poststructuralistes peuvent caractériser leur méthode d'analyse d'« historique » puisque, contrairement aux approches positivistes, elle met l'accent sur les moments de discontinuité dans le temps. Je soutiens toutefois qu'une telle « méthode historique » possède une valeur heuristique limitée puisqu'elle nie, tout comme la méthode déconstructionniste, la capacité d'expliquer les *processus* constitutifs des discontinuités qu'elle identifie<sup>43</sup>. En effet, tandis que les généalogistes visent à décrire la constellation de relations de pouvoir et d'institutions sur laquelle repose une économie de discours, ils refusent la possibilité d'expliquer *comment* et *pourquoi* les transformations prennent certaines formes spécifiques au lieu d'autres<sup>44</sup>. En d'autres mots, pendant qu'ils mettent l'accent sur la discontinuité dans le temps et l'espace, ils évitent les explications des causes des processus de changement. Comme le remarque Foster, il s'agit là d'un guide méthodologique plutôt insatisfaisant pour comprendre la nature transitoire des relations de pouvoir dans le temps et l'espace :

Bien que l'histoire n'ait pas de logique unique, définie et prédéterminée indépendante de l'action humaine et des conditions changeantes, ceci ne constitue pas une raison pour larguer la notion que tout a une cause(s) ; ou l'idée que la logique de l'enquête historique implique précisément la recherche de ces relations causales, ou que l'on puisse établir des frontières déterminées et un encaînement des événements<sup>45</sup>.

Comme le soutient avec raison McNally :

[...] bien qu'il désavoue l'enfermement à l'intérieur de textes, Foucault lui-même n'arrive pas à se libérer du champ refermé sur lui-même du discours. En effet, tout son concept de « pouvoir-savoir » tend vers la position que les relations de pouvoir se construisent à l'intérieur et au travers de pratiques de « connaître » les humains. Ces pratiques – classifier, mesurer, enquêter sur les gens – tirent leur origine de la sphère du discours, où les gens sont assignés à différentes catégories de pensée et de description. Il s'ensuit que « le développement de l'humanité est une série d'interprétations ». Donc, malgré toutes ses idées pénétrantes par rapport aux institutions sociales et leur pratique de domination, Foucault retourne à sa propre version de déterminisme discursif<sup>46</sup>...

42. L. Shiner, « Reading Foucault: Anti-Method and the Genealogy of Power-Knowledge », *History and Theory*, vol. 21, n° 3, 1982, p. 387.

43. B. D. Palmer, *Descent into Discourse*, op. cit., p. 27.

44. J. Siegel, « Avoiding the Subject: A Foucaultian Itinerary », *Journal of the History of Ideas*, vol. 51, n° 2, 1990, p. 279 ; N. Brenner, « Foucault's New Functionalism », op. cit., p. 702 ; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit. ; J. Der Derian, « The Value of Security: Hobbes, Marx, Nietzsche, and Baudrillard », dans R. D. Lipschutz (dir.), *On Security*, Columbia, Columbia University Press, 1995, p. 24-45.

45. J. B. Foster, « In Defense of History », dans E. M. Wood (dir.), *In Defense of History: Marxism and the Postmodern Agenda*, New York, Monthly Review Press, 1997, p. 189.

46. D. McNally, « Language, History, and Class Struggle », op. cit., p. 29.

Il découle de cette position qu'on exclut de la sphère des enquêtes théoriques possibles les processus historiques qui impliquent des sujets humains dans le procès de « faire leur propre histoire dans un contexte qu'ils n'ont pas choisi », pour paraphraser Marx. Il s'ensuit que le poststructuralisme est finalement un mode d'enquête avec une portée heuristique délimitée par son propre postulat mettant l'accent sur la contingence historique. Donc, bien que sa réflexion sur les dimensions politiques du savoir puisse en effet en déstabiliser les représentations hégémoniques en mettant l'accent sur leur caractère historique, elle sape simultanément le pouvoir et le potentiel de transformation de sa critique en emprisonnant le sujet humain dans les confinements du discours.

### **La cage de fer du discours et l'absence problématique de l'agence**

Tel que noté dans la première section, le poststructuralisme assoit la primauté et l'autonomie des discours sur des bases épistémologiques. En effet, au moment où il entreprend de mettre au défi la conception moderniste d'un sujet unifiant et connaissant, source de « vérité » et de savoir, il rejette simultanément la notion que l'agence humaine soit la source de l'histoire<sup>47</sup>. Il remarque en effet que le statut privilégié du sujet humain en tant que faiseur d'histoire repose sur une fondation ontologique creuse qui installe une distance infranchissable entre des sujets complètement formés et unifiés confrontant un monde d'objets. Il soutient qu'une telle ontologie produit et reproduit une distance artificielle entre le sujet et l'objet. En contraste, le poststructuralisme conçoit sujet et objet en termes de constitution mutuelle plutôt qu'en termes d'entités séparées<sup>48</sup>. Puisqu'il soutient que la distance tenue pour acquise par la position moderniste sur la relation sujet-objet n'est qu'un produit de sa représentation fantasmagorique de la capacité toute-puissante du sujet humain de transformer un monde d'objet à son image (unifiée), le poststructuralisme pose de sérieux défis aux formes de théorisation du pouvoir qui tiennent, quoiqu'en des formes bien différentes, à l'idée que la cognition humaine puisse donner un sens aux causes passées et présentes de la réalité sociale.

Tel que noté dans la section précédente, le poststructuralisme nie la capacité de mener à bien une telle tâche heuristique puisqu'en l'absence d'un sujet connaissant et unifié source de vérité, il ne peut y avoir de compte rendu objectif du « mouvement historique ». Plutôt que de problématiser le pouvoir en termes relations de sujétion historiquement spécifiques entre des

47. J. Heartfield, *The « Death of the Subject » Explained*, Leicester, Perpetuity Press, 2002.

48. *Ibid.*

sujets humains vivants – cela présumerait de la capacité du sujet connaissant à s’extirper de telles relations pour pouvoir en rendre compte – le poststructuralisme pose le problème en termes de « comment » le pouvoir lui-même produit des sujets-objets. Une telle position ne fait pas que circonscrire les limites du connaissable – c’est-à-dire qu’elle rejette à la fois les récits caux historiques et l’herméneutique de la compréhension – mais, de façon encore plus significative, elle attribue une position subordonnée aux sujets humains dans sa théorisation du pouvoir/savoir. Puisqu’elle soutient que le pouvoir et le savoir s’entremêlent continuellement et que les discours de vérité constituent leurs conditions d’existence, il n’y a par conséquent pas de sujet qui puisse échapper au pouvoir des discours. Le pouvoir/savoir est le mécanisme constitutif au travers duquel se produisent et se reproduisent les sujets/objets en tant qu’« entités » se supportant mutuellement.

En ce sens, les poststructuralistes ne font pas qu’emprisonner le sujet humain dans une cage de fer de discours, ils le placent également dans une position de *relais passif* de son propre assujettissement et de sa propre objectivation<sup>49</sup>. Ainsi, leur conceptualisation du pouvoir retire explicitement de la portée de l’enquête théorique la signification du sujet vivant et agissant, et redirige l’attention vers la notion d’un pouvoir/savoir (omniprésent). Notons qu’un tel déplacement suppose le rejet de la conceptualisation traditionnelle du pouvoir en tant qu’accès différencié à des capacités matérielles et institutionnelles historiquement spécifiques d’imposer une volonté par la force ou par la persuasion. À la suite de Foucault, le poststructuralisme soutient que le pouvoir n’est *ni* une chose qu’un agent possède *ni* un acte ou système de domination d’une classe *sur* une autre<sup>50</sup>. Le pouvoir est omniprésent au même titre que les discours sont sans auteur<sup>51</sup>.

En ce sens, on ne peut appréhender le pouvoir de façon satisfaisante en tant que jeu à somme nulle puisque cela supposerait que ceux qui détiennent le pouvoir puissent s’en extirper alors que ceux qui ne le détiennent pas demeureraient complètement sous son joug; non plus qu’on ne peut le comprendre comme une relation purement négative/répressive puisque cela nierait son caractère productif et créatif<sup>52</sup>. De là, le pouvoir n’est ni quelque chose qui se saisit – comme un bien – qui se « gagne » ou se « perd », s’« impose » ou que l’on « subit », pas plus qu’on ne puisse le transcender.

49. En effet, le Panoptique de Foucault se concentre sur le rôle du régime disciplinaire de pouvoir/savoir dans l’assujettissement des sujets (prisonniers) en tant qu’objets de savoir, ainsi que sur l’auto-assujettissement des sujets dans leur expérience du regard normatif du Panoptique. M. Foucault, *Surveiller et punir...*, *op. cit.*

50. *Ibid.*, p. 35; M. Foucault, *Il faut défendre la société...*, *op. cit.*, p. 26.

51. N. Brenner, « Foucault’s New Functionalism », *op. cit.*, p. 683.

52. B. Smart, *Michel Foucault*, New York Routledge, 2002, p. 77; B. Hindess, « Politics as Government: Michel Foucault Analysis of Political Reason », *Alternatives*, vol. 20, 2005, p. 391.

Le poststructuralisme le problématise plutôt comme de multiples relations en chaînes – ou réseaux – à l'intérieur desquelles les sujets humains sont continuellement constitués à la fois en tant que sujets et objets du pouvoir/savoir<sup>53</sup>.

C'est en ce sens particulier que le pouvoir est conceptualisé à la fois comme *productif* et *créatif*. Il produit et crée des sujets historiquement contingents en tant qu'objets et relais de pouvoir/savoir. Si toutefois on considère le pouvoir comme omniprésent, ses effets ne sont jamais complets puisque le discours de vérité sur lequel ils reposent n'épuise jamais complètement les possibilités infinies de sens et de subjectivités à l'intérieur d'une économie de discours spécifique<sup>54</sup>. On le dépeint dès lors comme un modèle d'action *sur* des actions<sup>55</sup>. Ce concept s'oppose à celui référant à des relations sociales de pouvoir de sujets sur d'autres sujets. Cette conception du pouvoir comme un modèle stratégique de pouvoir suppose, comme il le devient manifestement explicite, une retraite de la théorisation de dynamiques et de relations sociales basée sur une problématisation des façons historiquement spécifiques par lesquelles des groupes d'agents différenciés développent des stratégies distinctes de pouvoir/action/résistance pour assurer leur reproduction sociale à l'intérieur d'un contexte institutionnel qu'ils n'ont pas choisi.

Puisqu'ils conceptualisent le sujet humain comme un simple relais à l'intérieur d'un enchevêtrement infini de relations de pouvoir, et, de là, simultanément comme objet et sujet du pouvoir/savoir, les poststructuralistes soutiennent qu'il doit être décentré de la théorisation<sup>56</sup>. C'est en ce sens que les poststructuralistes insistent sur l'abandon d'une théorie du pouvoir qui soit positionne – comme les approches rationalistes – ou problématise – comme les approches herméneutique ou matérialiste historique – l'intentionnalité

.....  
53. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 78-79; M. Foucault, *Il faut défendre la société...*, op. cit.; D. Campbell, *Writing Security*, op. cit.

54. C'est précisément cette caractéristique des discours de vérité qui crée la potentialité d'un changement discursif. Puisque les discours de vérité n'épuisent jamais les possibilités infinies de sens, il demeure toujours un espace potentiel dans lequel de nouvelles formes connaissantes, catégorisantes et nommantes peuvent émerger. Ce sont précisément ces moments de rupture dans les systèmes de représentation et de catégorisation qui soi-disant qualifie d'« historique » l'approche poststructuraliste.

55. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 80; J. Bartelson, *The Critique of the State*, op. cit., p. 174; J. Reid, « Foucault on Clausewitz: Conceptualizing the Relationship Between War and Power », *Alternatives*, n° 28, 2003, p. 1-28.

56. Comme Foucault le dit explicitement à ce sujet : « [L']individu n'est pas le vis-à-vis du pouvoir; il en est, je crois, l'un des effets premiers. L'individu est un effet du pouvoir, et il est en même temps, dans la mesure même où il en est un effet, le relais: le pouvoir transite par l'individu qu'il a constitué », M. Foucault, *Il faut défendre la société...*, op. cit.; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit.; D. Campbell, *Writing Security...*, op. cit., p. 5; J. Edkins, *Poststructuralism & International Relations: Bringing the Political Back In*, Boulder, Lynne Rienner, 1999, p. 41.



ou la rationalité des sujets au centre analytique de la théorie sociale<sup>57</sup>. En d'autres mots, la théorie sociale devrait abandonner l'idée d'une analyse du pouvoir centrée sur les actions résolues, ou les conduites rationnelles, humaines<sup>58</sup>. Elle célèbre plutôt, comme le soutient Foucault, la « mort du sujet<sup>59</sup> ».

C'est donc plutôt sur le plan de son mode d'opération historiquement contingent – les soi-disant dispositifs de pouvoir et régimes de vérité – qu'on doit l'appréhender. Comme l'a rendu explicite la première section de cet article, cela se passe sur le plan de structures discursives historiquement contingentes. Dans la mesure où on soutient que les discours émergent aléatoirement de contextes régionalement dispersés pour former à la longue des dispositifs de pouvoir, et étant donné que les relations de pouvoir ne s'appréhendent pas sur la base des actions résolues du sujet, mais plutôt du point de vue de son mode d'opération (c.-à-d. comment fonctionne le pouvoir), il s'ensuit que les poststructuralistes célèbrent la notion problématique d'une histoire sans sujets<sup>60</sup>. Une telle « histoire » se fonde non seulement sur une épistémologie qui prône l'incapacité de sujets connaissant à transcender le pouvoir du savoir et des systèmes de représentations, mais qui simultanément rejette la possibilité même de l'existence de formes de savoir qui pourraient stimuler l'action collective résolue et consciente des sujets dans le but de renverser des relations de pouvoir oppressives et exploitantes. Qui plus est, elle se fonde, non moins significativement, sur une ontologie du pouvoir qui englobe toutes les sphères humaines, peu importe lesquelles, et qui les subordonne au pouvoir omniprésent et anonyme du discours. Je soutiens qu'une telle ontologie retire de la portée de l'enquête historique les capacités historiquement spécifiques – bien que quelquefois limitées, toujours potentielles – des agents d'agir avec créativité et résolution dans le monde et, plus significativement, de développer des modes – à la fois matériels et symboliques – de prise de pouvoir qui puissent contester les formes et structures de pouvoir oppressives et exploitantes pour potentiellement transformer leurs dynamiques mêmes<sup>61</sup>.

57. D. Kennedy, « Michel Foucault... », *op. cit.*, p. 274; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, *op. cit.*, p. 54-58; N. J. Fox, « Foucault, Foucauldians and Sociology », *op. cit.*

58. M. L. Fitzhugh et W. J. Leckie, « Agency, Postmodernism, and the Causes of Change », *History and Theory*, vol. 40, n° 4, 2001, p. 65.

59. A. Honneth, *The Critique of Power: Reflective State in Critical Social Theory*, Cambridge, MIT University Press, 1991.

60. *Ibid.*, p. 112; P. Cassell (dir.), *The Giddens Reader*, Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 232; J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, *op. cit.*; D. Aschley, *History Without a Subject: The Postmodern Condition*, Boulder, Westview Press, 1997; D. McNally, « Language, History, and Class Struggle », *op. cit.*, p. 26.

61. B. D. Palmer, *Descent into Discourse*, *op. cit.*, p. 28; N. Brenner, « Foucault's New Functionalism », *op. cit.*, p. 702.

La position problématique (ou absente) du sujet humain dans la théorie sociale poststructuraliste – qui le réduit à une fonction de relais ou de symptôme des relations de pouvoir – en conjonction avec sa conceptualisation non différenciée du pouvoir/savoir *qua* discours l'expose à des critiques importantes. En effet, dans la mesure où sa raison d'être a été de mettre au défi l'héritage de la Modernité sur le plan de sa tendance à réifier tout ce qui passe sous son regard, à fixer des identités et à subordonner la « réalité » aux caprices de la Raison et du Savoir transcendant, il est possible de soutenir que le poststructuralisme n'a pas échappé aux pièges de la réification et de l'essentialisme. Qui plus est, comme certaines critiques l'ont soutenu, il n'a jamais totalement réussi à briser les fers du fonctionnalisme et d'une certaine forme de « déterminisme par-dérrière » qu'il avait originalement visé à renverser<sup>62</sup>. Les critiques de la réification, de l'essentialisme et du fonctionnalisme représentent probablement les points les plus saillants par rapport aux antinomies du poststructuralisme. Je vais les traiter un à un.

Premièrement, tel que discuté jusqu'ici, la posture épistémologique et ontologique des poststructuralistes repose sur une conception du savoir et de l'agence qui dépossède de façon radicale les sujets vivants de leur capacité à comprendre les dynamiques sociales de pouvoir historiquement spécifiques en vue d'agir sur celles-ci de manière à les transformer et à les transcender. Comme je l'ai noté, il existe une soi-disant impossibilité logique pour le sujet connaissant de transcender les relations de pouvoir existantes par le pouvoir de la raison puisqu'il ou elle est inéluctablement emprisonné-e à l'intérieur des structures de régimes de vérité existants. Dans la mesure où le savoir dépend du discours et qu'apparemment personne ne peut échapper à son pouvoir, la seule avenue qui reste pour l'action politique est de déstabiliser les discours de vérité à l'aide de la déconstruction et de la généalogie. Ces pratiques, comme je l'ai fait remarquer, s'érigent à partir d'un refus explicite de procéder à une contextualisation historique, cette dernière opération se définissant comme une pratique qui cherche à problématiser les relations historiquement spécifiques entre des systèmes et modes de représentations, et des pratiques et dynamiques matérielles et institutionnelles.

Puisque 1) la contextualisation telle que définie ci-haut est une impossibilité étant donné la soi-disant incapacité du sujet connaissant d'atteindre un point de vue métahistorique ; 2) que de plus on positionne les discours comme *autonomes* dans leur capacité à déterminer ce qui peut et ne peut pas

62. E. P. Thompson, *The Poverty of Theory & Other Essays*, New York, Monthly Review Press, 1978; B. D. Palmer, *Descent into Discourse...*, *op. cit.*, p. 5; P. Cassell (dir.), *The Giddens Reader...*, *op. cit.*, p. 232; N. Brenner, « Foucault's New Functionalism », *op. cit.*, p. 680; N. J. Fox, « Foucault, Foucauldians and Sociology », *op. cit.*, p. 98; D. McNally, *Bodies of Meaning: Studies on Language, Labor, and Liberation*, Albany, State University of New York Press, 2001.

être su, nommé et classifié ; et que 3) les sujets vivants se voient attribuer, dans cette théorie sociale, le statut *passif* de simples *relais* dans un enchevêtrement de relations de pouvoir/savoir, il en découle que la singularité des discours de vérité et des dispositifs de pouvoir ne peut s'appréhender qu'à partir du plan structural de leur mode d'opération. Le point le plus significatif réside ici dans leur statut omnipotent dans la *structuration* des relations de pouvoir. En effet, puisque les discours de vérité n'ont pas d'auteur et possèdent des dynamiques qui leur sont propres, inatteignables pour la volonté de sujets humains résolus, il ne nous reste qu'une histoire dont les seuls sujets sont les discours eux-mêmes. Dans ce contexte, le poststructuralisme se dévoile comme une forme inversée de structuralisme.

Deuxièmement, le pouvoir sur lequel repose le discours (réifié) – et qu'il génère et reproduit – prend la forme nietzschéenne d'une *volonté de puissance* transcendante, omnipotente et omniprésente<sup>63</sup>. En effet, puisque le poststructuralisme attribue au sujet vivant la position d'un relais par lequel transite le pouvoir, et qu'il rejette l'idée de concevoir le pouvoir sur la base d'une analyse d'actions résolues de sujets humains vivants, l'émergence et la formation de relations de pouvoir ne peuvent dériver que d'une volonté de puissance universelle à discipliner, dompter, fixer, catégoriser et soumettre les sujets vivants au statut d'objets de savoir. En d'autres mots, le poststructuralisme se retrouve avec une ontologie circulaire et autoréférentielle. En effet, d'une part, paradoxalement, il représente implicitement l'« essence » du pouvoir comme une *volonté transcendante de pouvoir/savoir* se manifestant dans et au travers des discours de vérité et des pratiques disciplinaires historiquement contingents. D'autre part, il appréhende les discours de vérité comme des expressions, ou plus précisément comme des manifestations symptomatiques, du *pouvoir en action*.

Troisièmement, dans la mesure où il rejette l'analyse des relations de pouvoir par le prisme de l'agence et l'explication de leurs processus historiques de formation et de transformation, la seule cible analytique du poststructuralisme demeure ce que Neil Brenner a caractérisé d'*analyse fonctionnelle du pouvoir*<sup>64</sup>. Partant de ce qui a été dit plus haut, une telle analyse fonctionnelle du pouvoir se concentre sur le mode d'opération par lequel le pouvoir subjugué les sujets humains à travers le savoir et les pratiques disciplinaires. Tel que mentionné précédemment, bien que le poststructuralisme rejette la notion d'un système social unifiant fonctionnant selon une série unie d'impératifs sociaux, il entreprend timidement, néanmoins, de dévoiler

63. Par exemple, Bartelson appréhende l'État comme « [...] une expression temporaire d'une *volonté de gouverner omniprésente* », J. Bartelson, *The Critique of the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

64. N. Brenner, « Foucault's New Functionalism », *op. cit.*

les contextes hasardeux et aléatoires dans lesquels des pratiques hétérogènes de pouvoir/savoir émergent à l'intérieur de différents cadres institutionnels pour former un système opérant selon des impératifs fonctionnels similaires<sup>65</sup>. Comme le note Brenner : « Un dispositif émerge lorsqu'un ensemble de fonctions visent la même série d'objectifs, de façon à former un système fonctionnel<sup>66</sup>. » Comme ce dernier le remarque avec raison, une telle analyse fonctionnelle représente un appauvrissement de la théorie sociale dans la mesure où elle ne laisse aucune avenue pouvant mener à la problématisation de la question des *pratiques de résistance* à l'extérieur de la représentation fonctionnelle des opérations de pouvoir. Enfin, conclut Brenner, cette analyse, à son meilleur, ne fait qu'intégrer la résistance en tant que *contre-fonction* hétérogène à l'intérieur d'un dispositif donné.

[...] l'une des implications majeures de la distance généalogique prise par Foucault par rapport au problème de l'agence humaine est un mode d'analyse objectiviste et fonctionnaliste qui ne peut pas distinguer adéquatement le pouvoir de la résistance. La conséquence de la « mort de l'homme » chez Foucault, en un mot, est une *inhabileté sociologiquement problématique à expliquer comment des formes historiques de domination sont générées, reproduites, résistées, réarrangées et transformées par divers modes de pratiques individuelles et collectives*<sup>67</sup>...

Cela a bien entendu des conséquences significatives par rapport à sa capacité à transcender les modes d'analyse anhistoriques en place en RI et à fournir une façon alternative de saisir la signification du changement social et institutionnel par une sociologie historique des RI.

### **Théoriser le changement historique : contingence, hasard et le problème de la causalité**

Au centre du projet poststructuraliste se trouve ce que je considère comme une tension insoluble entre d'un côté son entreprise déclarée de dénaturer les dynamiques de pouvoir en dévoilant le rôle constitutif du savoir et du discours dans la production de formes historiquement contingentes de pouvoir, et de l'autre son assertion voulant que les explications des processus de changement social et institutionnel soient inaccessibles à la cognition humaine. En un mot, ce point de tension se situe dans l'opposition entre un accent mis sur le caractère contingent et aléatoire d'un phénomène social, qui vise à défier les conceptions anhistoriques et essentialistes des relations de pouvoir dans le but de souligner leur nature sociale et transitoire, et une posture nihiliste envers le problème crucial qui est celui d'expliquer com-

65. *Ibid.*, p. 687.

66. *Ibid.*, p. 691.

67. *Ibid.*, p. 702.

ment le temps historique se ponctue de moments de rupture et pourquoi le changement social prend certaines formes spécifiques et non pas d'autres. Tandis que la critique de l'essentialisme anhistorique représente une posture théorique réflexive pouvant potentiellement ouvrir un espace pour la contestation et la transformation sociale, la posture nihiliste envers l'explication de processus de changement est plutôt désavantageuse puisqu'elle postule l'impossibilité d'expliquer comment et pourquoi les pratiques de sujets humains vivants font et transforment certaines dynamiques sociales données.

Une telle politique du désespoir se traduit théoriquement par ce que j'ai appelé, dans la deuxième section de cet article, une forme inversée de structuralisme. Bien qu'on puisse considérer l'analyse structurale comme une porte d'entrée légitime pour la compréhension du fonctionnement interne et de la logique reproductive de structures sociales données (qu'elles soient matérielles, symboliques ou discursives) à un moment donnée, son oubli de l'agent humain la rend néanmoins mal outillée, c'est le moins qu'on puisse dire, pour expliquer les *pratiques* multiples et variées menant à des processus de changement (structural). Bien que le poststructuralisme n'ait pas la prétention d'expliquer les causes du changement ou des transformations dans le temps historique mondial, ses méthodes d'analyse (déconstruction et généalogie) doivent inévitablement prendre appui dans des contextes spatiaux et temporels donnés. Elles doivent donc procéder à partir de conventions universitaires concernant la segmentation du temps historique (c.-à-d. les périodes historiques) et construire en conséquence à partir de vestiges passés et présents d'activités humaines pour en arriver à problématiser le fonctionnement historiquement contingent des mécanismes de pouvoir/savoir.

Il est intéressant de noter que les interventions des poststructuralistes dans le champ des RI suivent généralement la segmentation conventionnelle du temps historique mondial, c'est-à-dire les périodes médiévale, classique et moderne. Tandis que les poststructuralistes demeurent, comme je l'ai remarqué, agnostiques en ce qui concerne la bonne façon d'expliquer les causes ponctuant le temps historique mondial, ils acceptent néanmoins généralement la notion voulant que ces périodes soient radicalement distinctes en ce qui concerne le mode d'opération des discours et du pouvoir/savoir. Ils peuvent être en désaccord avec les interprétations traditionnelles de ce qui constitue la spécificité de ces périodes, mais ils travaillent tout de même à l'intérieur des confinements des segmentations établies du temps historique mondial. Je soutiens qu'une telle posture ne fait pas que limiter la portée de la critique poststructuraliste du caractère anhistorique des discours dominants en RI, mais que cela conduit également à des formes problématiques

anhistoriques d'« interprétation historique ». L'absence de base permettant d'expliquer les processus de formation et de transformations de structures discursives données *qua* pouvoir/savoir diminue significativement la capacité des poststructuralistes à saisir la spécificité historique d'une période historique donnée. Mon argument ici est que sans une problématisation du caractère relationnel du pouvoir constitué par et au travers des *pratiques* de sujets vivants et agissants, nous nous retrouvons avec une conception métaphysique des relations de pouvoir et une conception désincarnée des spécificités des temps historiques mondiaux. On retrouve des illustrations de ces pièges au sein des méthodes d'analyse du poststructuralisme : la déconstruction et la généalogie.

Les tentatives initiales des pionniers du poststructuralisme en RI qui visaient à défier les discours dominants ont emprunté la méthode déconstructionniste. Selon Jens Bartelson, la déconstruction tentait de dénaturiser les fondations de tels discours<sup>68</sup>. Richard Ashley et Jim George ont cherché à faire apparaître les RI en tant que pouvoir/savoir et en tant que discipline constituée par un champ disciplinaire de pratiques<sup>69</sup>. Leur assertion principale est qu'en tant que champ de pouvoir/savoir, les RI ont traditionnellement opéré à partir d'une économie de discours et au travers de pratiques disciplinaires cherchant à maintenir la « problématique de l'anarchie » comme point d'Archimède. Comme le soutient Ashley, la problématique de l'anarchie se produit et se reproduit à travers ce qu'il appelle une « pratique héroïque » : un discours de politique internationale qui repose sur une « [...] dichotomie [non-problématique] de *souveraineté* contre *anarchie*, où l'on privilégie le premier terme en tant que réalité plus haute, qu'idéal régulateur, pendant qu'on conçoit le deuxième terme seulement d'une manière dérivée et négative<sup>70</sup> ». Elle fonctionne de cette manière sur la base d'une accentuation non problématique de la présence de la souveraineté étatique comme gardienne de la bonne société contre un au-dehors problématique et instable<sup>71</sup>.

Son efficacité en tant que discours de vérité repose sur une *pratique de représentation* spécifique qui, en termes hautement abstraits, fait de l'État le lieu principal de pouvoir et amplifie sa capacité en tant qu'agent ration-

68. J. Bartelson, *The Critique of the State*, *op. cit.*, p. 160-161.

69. R. Ashley, « The Geopolitics of Geopolitical Space: towards a Critical Social Theory of International Politics », *Alternatives*, vol. 12, n° 4, 1987, p. 403-443; R. Ashley, « Untying the Sovereign State: A Double Reading of the Anarchy Problematic », *Millennium*, 1988; R. Ashley et R. B. J. Walker, « Reading Dissidence/Writing the Discipline: Crisis and the Question of Sovereignty in International Studies », *International Studies Quarterly*, vol. 34, 1990, p. 367-416; J. George et D. Campbell, « Patterns of Dissent and the Celebration... » *op. cit.*; J. George, « Of Incarceration and Closure... », *op. cit.*; J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*

70. R. Ashley, « Untying the Sovereign State », *op. cit.*, p. 230.

71. J. George, « Of Incarceration and Closure », *op. cit.*; D. Campbell, *Writing Security...*, *op. cit.*, p. 64-65.

nel d'agir dans les intérêts de la nation<sup>72</sup>. Une telle représentation produit et reproduit des effets normalisateurs sur le corps politique<sup>73</sup>. Elle mobilise d'abord des « sujets domestiqués » autour d'un idéal plus haut : le principe de souveraineté<sup>74</sup>. En représentant l'État souverain comme le dépositaire *unique* et *nécessaire* de l'identité politique et le *protecteur* de l'intérêt national, elle joue un rôle disciplinaire prééminent dans la marginalisation de sources alternatives d'identité et dans la légitimation de l'usage de la violence contre l'« Autre » étranger, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur<sup>75</sup>. Elle empêche donc d'imaginer des formes alternatives de communautés politiques.

Bien que la représentation des RI comme un champ de force permet en effet de saisir comment des problèmes spécifiques ont eu une signification si importante par rapport à d'autres<sup>76</sup>, nous sommes bientôt confrontés à une question fondamentale : quelles sont les conditions et les processus sociaux historiquement spécifiques qui ont créé un espace social permettant à des agents humains de développer ce système de représentation hégémonique spécifique ? En d'autres mots, dans quel contexte des catégories réifiées comme l'État, la souveraineté, la territorialité et l'intérêt national peuvent-elles faire partie d'un système positif d'explication des affaires humaines internationales passées et présentes<sup>77</sup> ? Cela nous mène au problème fondamental du changement social et historique.

Ces questions ont mené le poststructuralisme à développer sa deuxième contribution significative en s'attaquant aux catégories anhistoriques et réifiées qui forment les discours et les pratiques hégémoniques en RI. On peut voir cela comme une stratégie visant à déstabiliser les RI en tant que régime de vérité centré autour de la figure « légitime » du Léviathan<sup>78</sup>. Les interventions de R. J. B. Walker et de Jens Bartelson apparaissent comme les

72. J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 197-198; R. Ashley, « The Achievements of Post-Structuralism », dans S. Smith, K. Booth et M. Zalewski (dir.), *International Theory: Positivism and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 243.

73. J. George, *Discourses of Global Politics*, *op. cit.*, p. 198; D. Campbell, *Writing security...*, *op. cit.*

74. R. B. J. Walker, « Security, Sovereignty, and the Challenge of World Politics », *Alternatives*, n° 15, 1990, p. 14; R. Ashley, « The Achievements of Post-Structuralism », *op. cit.*, p. 238.

75. R. B. J. Walker, « Security, Sovereignty... », *op. cit.*, p. 20; R. B. J. Walker, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 160; D. Campbell, *Writing security...*, *op. cit.*, p. 65.

76. Par exemple, les études critiques de sécurité et les analyses de genre ont souligné la façon dont des problèmes comme la politique de puissance, la balance du pouvoir, la dissuasion nucléaire, etc., ont systématiquement été privilégiés comme noyau central du questionnement en RI, et la marginalisation de problèmes non moins significatifs comme le sous-développement, les guerres civiles, les formes de violence et l'insécurité, qui sont souvent des effets secondaires, ou à tout le moins sont reliés à, des politiques sécuritaires mises de l'avant par l'État.

77. *Ibid.*, p. 40; R. B. J. Walker, « Security, Sovereignty... », *op. cit.*, p. 6.

78. Comme le suggère Foucault, on doit décentrer l'analyse du pouvoir et la ramener sur le plan des relations sujets-sujets pour pouvoir problématiser les relations de pouvoir et de domination cachées par les discours de souveraineté amplifiant la légitimité du souverain envers ses sujets. *Ibid.*; M. Foucault, *Il faut défendre la société...*, *op. cit.*, p. 27; A. W. Neal, « Cutting Off the King's Head: Foucault's *Society Must be Defended* and the Problem of Sovereignty », *Alternatives*, vol. 29, 2004 p. 377-380.

tentatives les plus complètes de problématiser la souveraineté étatique en tant que construit historique en évolution<sup>79</sup>. Ils cherchent tous deux à souligner la nature historiquement spécifique et les sens changeants de la souveraineté étatique à travers le temps et l'espace en vue de couper la « tête du Léviathan<sup>80</sup> ». Un élément fondamental de leur analyse respective consiste à suivre l'impératif méthodologique foucauldien de développer des « histoires sans sujet » et sa conception antifondationaliste du pouvoir.

La charge principale portée par R. J. B. Walker à l'endroit des praticiens dominants des RI est qu'ils ne problématisent pas la fondation même de leur construit théorique : la souveraineté étatique<sup>81</sup>. En tenant pour acquis ce qu'il faut expliquer – la dichotomie souveraineté/anarchie et son corolaire dedans/dehors – les praticiens des RI naturalisent et réifient des éléments institutionnels historiquement spécifiques des relations inter-*nationales* « modernes »<sup>82</sup>. Leur habileté à diffuser et à disséminer ces représentations (anhistoriques) repose sur leur capacité de forger un savoir qui aseptise le présent des résidus embarrassants des multiples processus historiques de sujétion et de subordination qui le constituent. Son fondement repose sur des « mythes de l'origine » fonctionnant comme des formes d'amnésie collective, qui renforcent les hiérarchies contemporaines de pouvoir à l'intérieur et au travers des limites en les retirant, par un processus d'abstraction, des processus qui les ont faits<sup>83</sup>. Comme le remarque Walker :

En identifiant le point de départ des relations interétatiques, et en établissant un contraste marqué avec ce qu'il y avait avant, ces histoires offrent un compte rendu puissant de ce que la politique interétatique doit être, étant donné ce qu'elle a toujours été depuis son commencement présumé<sup>84</sup>.

.....

79. Nous trouvons un argument similaire chez Biersteker et Weber : « Qu'elle soit considérée comme une institution, un discours, un principe, une structure ou un contexte, la souveraineté concerne les termes sociaux de l'individualité, pas l'individualité *per se*, et en ce sens il s'agit d'une [catégorie] sociale historiquement contingente plutôt qu'une qualité étatique inhérente », T. J. Biersteker et C. Weber, *State Sovereignty as Social Construct*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 8.
80. A. W. Neal, « Cutting Off the King's Head... », *op. cit.*
81. R. B. J. Walker, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, *op. cit.*, p. 8.
82. R. B. J. Walker, « History and Structure in Theory of International Relations », *Millennium*, vol. 18, n° 2, 1999, p. 169; R. B. J. Walker, « Security, Sovereignty... », *op. cit.*; R. B. J. Walker, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, *op. cit.*
83. R. B. J. Walker, « History and Structure in Theory... », *op. cit.*; D. Campbell, *Writing Security...*, *op. cit.*, p. 41; B. Teschke, « Theorizing the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism », *European Journal of International Relations*, vol. 8, n° 1, 2002, p. 5-48; B. Teschke, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, London/New York, Verso, 2003; J. Saurin, « International Relations as the Imperial Illusion; or, the Need to Decolonize IR », dans B. G. Jones (dir.), *Decolonizing International Relations*, Plymouth, Rowman & Littlefield Publishers, 2006, p. 23-43.
84. C'est la raison pour laquelle on a pu soutenir que les RI fonctionnent, dans les termes de Foucault, comme un discours historico-politique. Comme le remarque Neal : « Le discours historico-politique n'était pas, comme Foucault le conçoit, simplement un argument sur les faits de ce qui est arrivé, mais une pratique de valorisation de certaines interprétations des événements historiques, ou même de mythes, comportant des effets politiques et tactiques importants », A. W. Neal, « Cutting Off the King's Head: Foucault's *Society Must be Defended*



Selon Walker, au lieu de traiter la souveraineté comme un élément étatique intemporel, nous devrions l'approcher en rapport avec des discours historiquement spécifiques qui constituent non seulement la manière de penser d'êtres sociaux en ce qui concerne la relation entre l'autorité politique et l'identité politique, mais avant tout leurs pratiques sociales en tant que telles<sup>85</sup>. En effet, les conceptions de citoyenneté et d'identité politique en tant que limitée territorialement et institutionnalisée dans la souveraineté étatique sont, comme Walker le note avec raison, historiquement spécifiques. Toutefois, la souveraineté étatique est plus qu'une institution sociale formalisant la fragmentation spatiale territorialement limitée à l'intérieur du système international. L'assertion de Walker est qu'on devrait plutôt la concevoir comme une résolution historiquement spécifique des tensions entre universalité et particularité que l'on retrouve dans la tradition occidentale de discours politiques<sup>86</sup>. L'effondrement du système d'autorité féodal basé sur une subordination hiérarchique de particularismes reproduite à travers une cosmologie universalisante de la Chrétienté a fait place à une réorganisation des conceptions de l'autorité politique et des termes de l'individualité. Comme Walker le soutient : « [...] le principe de souveraineté étatique offre une résolution à la fois spatiale et temporelle aux questions portant sur ce que peut être une communauté politique, étant donné la priorité de la citoyenneté et de la particularité sur toute revendication universaliste pour une identité humaine commune<sup>87</sup> ».

En d'autres mots, la décomposition de la forme d'identité prémoderne qui reposait sur la subordination hiérarchique, elle-même basée sur une cosmologie universelle, a ouvert la voie à une nouvelle forme d'identité politique reposant sur le principe de l'exclusion spatiale des particularismes<sup>88</sup>. Bien qu'on dépeigne ici le principe de souveraineté étatique comme une résolution des tensions entre deux principes antagoniques – particularisme et universalisme – il demeure un principe instable puisque la communauté politique limitée territorialement contient toujours des intérêts et des identités individuels (de classe) pluraux et antagoniques qui ne peuvent que difficilement se réconcilier avec l'idée d'un intérêt « général/national ». Le principe de souveraineté étatique opère à partir d'un processus constant de stabilisation de ces tensions par des discours amplifiant le rôle universel de

---

and the Problem of Sovereignty», *Alternatives*, vol. 29, 2004, p. 373-398. R. B. J. Walker, «History and Structure in Theory...», *op. cit.*, p. 170.

85. R. B. J. Walker, «Security, Sovereignty...», *op. cit.*, p. 9-10.

86. R. B. J. Walker, «World Politics and Western Reason: Universalism, Pluralism, Hegemony», *Culture, Ideology and World Order*, Boulder, Westview Press, 1984, p. 186.; R. B. J. Walker, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, *op. cit.*, p. 62.; R. B. J. Walker, «Polis, Cosmopolis, Politics», *Alternatives*, vol. 28, 2003, p. 267-286.

87. R. B. J. Walker, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, *op. cit.*, p. 62.

88. R. B. J. Walker, «Security, Sovereignty...», *op. cit.*, p. 10.

l'État politique dans sa capacité à transcender les particularismes (locaux-nationaux), et, par le fait même, à agir en tant que gardien de l'identité et de l'intérêt nationaux.

L'aspect intéressant de la problématisation de Walker du changement dans le principe de l'organisation politique et des formes de discours qui en émergent réside dans sa tentative de situer son contexte d'émergence dans l'Europe de la Renaissance. Au lieu de dire que la souveraineté étatique est soit un élément intemporel de l'État ou bien qu'elle a été « créée » de toutes pièces par la ratification des traités de paix de Westphalie, Walker flirte avec l'idée de *processus historique* en mettant l'accent sur la signification de l'effondrement du féodalisme dans la réorganisation de la vie politique et des formes de représentations. La limite fondamentale de son argumentation se trouve toutefois dans le manque flagrant d'explication des *dynamiques contradictoires* ayant ouvert la voie à l'effondrement du principe de subordination hiérarchique présent dans le féodalisme et, de façon plus importante, au tempo inégal et combiné de ce processus en Europe. Qui plus est, elle évacue le problème fondamental des conquêtes coloniales inégales et combinées qui ont poussé, au travers de leurs théories et de leurs pratiques, le développement de nouvelles formes de légitimation articulées principalement par des philosophes occidentaux, en institutionnalisant le principe exclusif social/légal dans le droit international<sup>89</sup>. Comme le soutient Anghie, on ne peut comprendre les pensées « légales » en évolution développées par des philosophes du droit afin de faire face aux problèmes légaux soulevés par les conquêtes coloniales sans tenir compte des pratiques coloniales changeantes entre le XV<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. On ne peut penser la souveraineté étatique simplement comme une résolution philosophique des problèmes existentiels des termes de l'individualité dans la communauté politique. Il faut problématiser la forme et le contenu de ces discours à la lumière du contexte social spécifique dans lequel on donne des réponses spécifiques à des problèmes particuliers.

Après avoir identifié le contexte historique d'émergence du « principe de souveraineté » – c'est-à-dire la contingence de ce moment de rupture épistémologique – Walker entame une discussion des articulations de l'universalisme et du particularisme dans le canon de la pensée politique occidentale de Bodin à Weber. Sa discussion laisse en plan les modèles variés et distincts de développement historique auxquels les transformations du féodalisme ont ouvert

89. A. Anghie, « Civilization and Commerce: The Concept of Governance in Historical Perspective », *Villanova Law Review*, n° 45, 2000, p. 887-912; A. Anghie, « Decolonizing the Concept of Good Governance », dans B. G. Jones (dir.), *Decolonizing International Relations*, Plymouth, Rowan & Littlefield Publishers, 2006, p. 109-130; A. Anghie, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

la voie. L'idée d'un « passage général » de la prémodernité à la modernité, comme le soutient Teschke, ne tient pas compte des processus historiques variés dans lesquels le pouvoir s'est réorganisé et institutionnalisé en accord avec ce qui restait des ensembles de pratiques, d'institutions et de discours symboliques « prémodernes » sur les problèmes du gouvernement et de l'autorité<sup>90</sup>. En d'autres mots, parler d'un moment de rupture historique sans expliquer son processus de formation, ni les voies variées qu'il a ouvertes pour que de nouvelles pratiques sociales émergent, ne représente pas une grande entorse à l'usage du « mythe de Westphalie » pour expliquer le point de départ de la modernité des RI. Dans les deux cas, nous nous retrouvons avec une image plutôt statique des réalités historiques.

J'aimerais toutefois mettre l'accent sur le fait suivant : ce que je considère comme les limitations d'une « histoire sans sujet » dans les travaux de Walker ne dépendent pas de son insistance sur les discours politiques occidentaux *per se*, en tant que manière de souligner l'articulation contextualisée de la souveraineté et de l'individualité politique dans la pensée depuis la Renaissance. Après tout, les questions portant sur l'ordre politique se posent toujours dans des formes historiquement spécifiques et les réponses qui leur sont données évoluent toujours dans un contexte spécifique d'activités pratiques. Comme l'ont toutefois soutenu avec raison Ellen et Neal Wood : « Pour comprendre les réponses des théoriciens politiques, nous devons savoir à quelles questions ils ou elles essaient de répondre, et *différents cadres historiques posent des séries de questions différentes*<sup>91</sup> ». C'est précisément cette dimension qui est absente de l'interprétation de Walker des discours politiques comme les reflets d'une soi-disant transformation dans l'articulation de l'identité politique autour du principe de souveraineté affectant le système dans son ensemble. Un travail d'analyse des formes spécifiques de discorde sociale et des dynamiques de pouvoir contradictoires contextuellement spécifiques participant au processus de formation de ce que l'on appelle l'institution de la souveraineté étatique brille par son absence. Je soutiens qu'une telle limitation dans la tentative de contextualiser les conditions d'émergence des RI modernes peut s'expliquer par les présupposés et les méthodes au cœur de la théorisation poststructuraliste : un concept non différencié de pouvoir ainsi qu'un accent généalogique sur une histoire épisodique comme une manière d'insister sur la discontinuité sans en expliquer les causes, ou plutôt en expliquant sur la base d'une contingence aléatoire dans la constitution du pouvoir/savoir.

90. B. Teschke, *The Myth of 1648...*, *op. cit.*

91. E. M. Wood et N. Wood, *A Trumpet of Sedition...*, *op. cit.*, p. 20.

Walker, et plus généralement les chercheurs poststructuralistes, ont insisté avec raison sur le fait que les formes d'État et le principe de souveraineté étatique sont tous deux des organisations de la vie politique constituées de façon historique. De plus, ils ont souligné avec raison les tensions qui existent entre l'expression universelle des intérêts généraux d'une communauté politique incarnés dans le principe de souveraineté étatique et le caractère plural des intérêts et des identités qui existent au sein de telles communautés. Toutefois, les tensions et contradictions des communautés politiques s'expriment principalement dans des pratiques et des tensions discursives. Celles-ci proviennent en retour des solutions aux problèmes entre la particularité et l'universalité dans l'organisation des communautés politiques offertes par les discours philosophiques et politiques.

Bien qu'ils soient au fait des relations de pouvoir et de domination qui existent au sein des communautés politiques, les poststructuralistes n'offrent toutefois pas d'outils ni pour investiguer le problème complexe des relations sociales de pouvoir historiquement constituées, ni pour investiguer comment de telles relations s'expriment au travers de discours. Nous nous retrouvons avec une compréhension purement apolitique de la signification et des sens des solutions éthiques et politiques apportées par les philosophes aux problèmes soi-disant universels de l'organisation politique humaine, sans une problématisation du sens historiquement constitué de ces idées et de la base matérielle de ces discours politiques. En d'autres mots, nous nous retrouvons avec la reconnaissance des constitutions historiques et spatio-temporelles des formes d'État, des principes d'organisation politique comme la souveraineté, sans situer ceux-ci comme produits des pratiques d'êtres historiques concrets. En fait, à travers leur analyse, l'État et/ou les communautés politiques sont implicitement traités comme des sujets complètement formés avec des intérêts et identités socialement et historiquement constitués et contradictoires.

L'autre exemple des limitations de cette méthode d'enquête se trouve est tiré de *Genealogy of Sovereignty* de Jens Bartelson. Son travail sur la souveraineté est beaucoup plus ambitieux que celui de Walker puisqu'il cherche à problématiser le rôle pivot joué par la souveraineté à l'intérieur des différents épistémès qui ont jalonné l'histoire européenne du Moyen âge jusqu'à l'Ère moderne. Par conséquent, ce n'est pas tant la nouveauté de la souveraineté en tant que forme d'individualité politique basée sur le principe spatial d'exclusion qui forme le point central. Ce qui est plutôt en jeu, c'est l'exposition du sens changeant pris par la souveraineté à l'intérieur de différents réseaux (*nexus*) de pouvoir/savoir. Selon Bartelson :

Le discours sur la souveraineté est un discours sur les attributs variables et les lieux de pouvoir changeants à l'intérieur du discours politique, mais le pouvoir n'est pas son essence ou la source de sa vérité; c'est plutôt le discours sur la souveraineté, en tant qu'il se produit à l'intérieur d'espaces logiques différents et dans des épisodes historiques différents, qui nous dit ce qu'est le pouvoir dans chacun, et comment il devrait être interprété, su et mesuré. Sans un mode de savoir qui peut la rendre intelligible, la souveraineté ne peut exister, et elle perd sa capacité d'organiser la réalité politique en effectuant une démarcation entre le dedans et le dehors, entre le même et l'autre. Sans une forme adéquate de souveraineté, le savoir perd son pouvoir d'organiser la réalité et de constituer des objets et des champs d'enquête tout comme des critères de validité et de vérité<sup>92</sup>.

Ici nous devrions noter que malgré la dette avouée de Bartelson envers Foucault dans son entreprise d'une généalogie de la souveraineté – c'est-à-dire dans l'entreprise de décrire les rapports de pouvoir rendant à la fois possible et nécessaire la positivité de systèmes de représentation – l'absence flagrante de toute réflexion sur ces relations de pouvoir suggère qu'il a plutôt adopté le rôle de l'archéologue du savoir (que Foucault avait subséquemment cherché à dépasser avec la généalogie). En effet, comme Bartelson le dit explicitement au début de sa recherche, la primauté ontologique revient aux textes plus qu'au contexte social: «on doit traiter le texte de façon autonome et comme quelque chose qui précède logiquement les objets dont il traite et l'auteur qu'il implique; le texte explique le monde, plutôt que l'inverse<sup>93</sup>». Comme il le soutient, il faut exclure que le contexte puisse agir comme une catégorie pouvant expliquer le sens des mots dans les discours. Il faut plutôt selon lui problématiser la souveraineté à partir d'un point de vue historique plus vaste en l'approchant comme des paradigmes épistémiques discursifs temporellement spécifiques. Une compréhension historique des discours vise donc une simple description d'un événement discursif dépourvu de toute interprétation. Par conséquent, la contextualisation vise seulement à interroger les conditions d'existence mêmes des discours comme modes d'énoncé sans les relier au problème fondamental des relations et formes des mécanismes de pouvoir.

Il devient explicite que le contexte, pour Bartelson, réfère au concept d'*espace logique*. Il indique de façon spécifique comment les discours se déploient dans le temps et l'espace et se transforment sous l'influence des pratiques d'être et de savoir. Puisque notre capacité à appréhender conditionne d'abord et avant tout ce que nous percevons en tant que faisant partie de notre réalité, la contextualisation de la souveraineté doit par conséquent procéder, selon lui, d'une analyse des connexions entre des modes de

.....  
92. J. Bartelson, *A Genealogy of Sovereignty*, op. cit., p. 83-84.

93. *Ibid.*, p. 8.

savoir en évolution et des structures d'énonciation qui forment les pratiques humaines. Ceci implique que l'on conçoive les transformations dans les discours de souveraineté comme des processus qui redéfinissent les relations entre les structures de savoir, les textes et les discours. Cela apparaît comme un appauvrissement du projet généalogique de Foucault, étant donné l'absence flagrante d'une réflexion sur la relation entre le pouvoir, le savoir et les institutions sociales. En effet, Foucault tentait assidument, dans *Surveiller et Punir*, d'expliquer l'émergence des sciences sociales et de la société disciplinaire moderne à partir d'une analyse des modes d'émergence des formes de savoir/pouvoir en provenance d'institutions sociales régionalement distinctes en venant à former aléatoirement un nouveau mécanisme de pouvoir<sup>94</sup>.

Exception faite des difficultés rencontrées dans l'explication des différences dans les *pratiques sociales* de souveraineté étatique se dresse le problème d'expliquer ce qui est spécifique et différent à ces discours *dans l'espace*. Concevoir le changement dans les discours de souveraineté comme un moment de discontinuité épistémique dans les formes à la fois de savoir politique et de discours politique au sein, disons, de la tradition occidentale à travers le temps, mine notre capacité de saisir comment des acteurs situés dans différents contextes sociaux et impliqués dans des formes spécifiques de conflits sociaux auraient pu donner des sens différents à des formes de discours relativement similaires. J'ajouterais également que le concept du paradigme épistémique de souveraineté pourrait nous mener à donner trop d'importance aux discours hégémoniques en tant qu'illustration d'une époque – disons par exemple Jean Bodin en tant qu'illustration du passage à l'Âge classique. Cela pourrait tendre à réduire au silence des discours marginalisés – les voix de batailles politiques perdues – qui ont cherché à proposer des façons alternatives de penser le gouvernement et l'autorité politique dans un contexte de vives transformations sociales et politiques, tout en suivant, toutefois, les mêmes règles d'énonciation.

Pourtant, puisque ce qui est important pour une telle perspective n'est pas une interprétation du sens des énoncés à partir d'un point de vue supra-historique, mais plutôt une analyse des structures d'énonciation, elle tend à miner notre capacité à saisir la nature spécifique des discours politiques tout comme leur rôle dans des conflits sociaux historiquement spécifiques dont les principaux protagonistes sont les agents humains. L'approche des transformations des discours de souveraineté par la déconstruction des « grands textes » qui ont forgé les conceptions occidentales de gouvernement et d'autorité a beau être critique, on risque cependant à tout moment de réduire la

.....  
94. M. Foucault, *Surveiller et punir...*, op. cit.

signification des discours de ceux qui sont gouvernés lorsqu'ils articulent la légitimité de leurs luttes contre les gouvernants.

## Conclusion

L'un des pièges fondamentaux de la discipline des RI a été son incapacité à développer une réflexion adéquate sur la relation entre le savoir théorique et les pratiques historiques. Tandis que les théories dominantes ont résisté en bloc aux tentatives de mobiliser l'histoire afin de substantifier des catégories d'analyse abstraites et de penser les dynamiques internationales comme des pratiques sociales historiquement spécifiques, le poststructuralisme a également rejeté ce projet pour différentes raisons. En dépit de leurs appels au ralliement contre la *stasis* et en faveur d'une analyse des relations en évolution entre pouvoir, savoir et discours, comme manière de souligner la discontinuité dans le temps, les poststructuralistes offrent une base bien mince pour mener une réflexion sur la relation entre théorie et histoire. Il ne suffit pas de souligner les sens changeants et les relations hiérarchiques changeantes entre des signes à l'intérieur d'une économie de discours pour prendre en compte les pratiques de pouvoir en évolution et socialement constituées en RI. Il faut expliquer comment et de quelle manière ces sens se constituent historiquement, tout comme leur mobilisation dans des relations de pouvoir historiquement spécifiques entre des groupes résolus de sujets agissants.

L'ontologie poststructuraliste du pouvoir ne laisse aucune prise pour penser les capacités différenciées des sujets d'agir résolument à l'intérieur de structure de pouvoir historiquement spécifique pour imposer leur volonté ou résister à celle des autres. J'ai soutenu que puisque le poststructuralisme conceptualise un pouvoir omniprésent, il est incapable de penser ses formes historiques changeantes, et encore moins de le problématiser comme produit d'activités résolues de sujets vivants. Cette conceptualisation du pouvoir ne représente pas un véritable défi à la façon traditionnelle de conceptualiser le pouvoir dans le champ des RI puisqu'elle laisse intact son caractère non différencié et intemporel. Finalement, la célébration de la « mort du sujet » dans la théorie sociale poststructuraliste mène inévitablement à une théorisation du savoir/pouvoir qui dépossède l'agent humain de tout pouvoir de transformer, par ses activités pratiques, des structures données de pouvoir et d'autorité. Par conséquent, son épistémologie et son ontologie laissent transparaître un biais normatif conservateur.

Ces pièges épistémologiques et ontologiques ont débouché sur des analyses problématiques des variations du sens de la norme de souveraineté à l'intérieur d'économies de discours contingentes. Sans base adéquate pour

expliquer les processus de formation et de transformation du sens à l'intérieur d'économies de discours données - et plus spécifiquement du sens variable de normes dans leur mobilisation différenciée par des groupes spécifiques de sujets agissants - le poststructuralisme a réifié non seulement les structures discursives, mais aussi les complexes de savoir/pouvoir. Cela a des conséquences significatives pour la théorisation du changement socio-historique, réduit par le poststructuralisme à un statut de contingence aléatoire. Sans un ancrage adéquat pour comprendre les dynamiques du changement, les directions et contradictions de dynamiques de pouvoir données, la théorie critique en RI demeure un projet appauvri. Finalement, si, comme je l'ai soutenu, le tournant généalogique de Foucault a eu l'objectif positif (bien que limité) de relier les structures discursives à des complexes institutionnels variables en vue d'aller au-delà d'un compte rendu simplement discursif des relations de pouvoir, la théorisation poststructuraliste entre les structures discursive et institutionnelle en évolution fait défaut.

Traduit de l'anglais par Jonathan Martineau